



**Nadim Shehadi**  
**Expert au Moyen-Orient**  
**Chercheur à l'Institut Chatham House**  
**Membre du comité consultatif du CEMOFPSC**  
**Royaume Uni**

Il est très humiliant d'écouter un discours comme celui de Mme. Claudette Habesch, qui nous expose ce qui se passe réellement sur place. On se sent très frivole assis à Londres, en pontifiant la situation, quand on entend ce qui se passe *in situ*. Mais c'est exactement ce que je vais faire. Je vais frivoler et pontifier, parce que je crois qu'il est important de voir les choses sous différents angles. Quand il s'agit de politique et de son application, il faut faire une distinction entre le processus de la pensée, la stratégie qui se cache derrière l'action, le processus politique, comme disent les politiques, et l'application réelle sur le terrain.

Je crois que la divergence entre ces aspects est due à la dynamique. Si nous sommes assis dans une pièce comme celle-ci, nous pouvons soupeser la situation. Le CEMOFPSC est un *think tank* et il doit donc être capable de prendre du recul et de contempler tout le tableau, de découvrir le sens de tout ce qui se passe sur place, etc. Ce processus est très dynamique et il peut changer très rapidement. Nous pourrions nous réunir demain et changer aussi bien de point de vue que de stratégie.

En revanche, à partir du moment où notre opinion conditionne les politiques, ou que les politiques adoptent une des stratégies que nous avons discutées, tout devient plus rigoureux. Car dès qu'elles sont déclarées, elles se convertissent en politiques établies et elles ne peuvent plus être modifiées tous les jours, comme dans le processus de la pensée.

Cependant, l'application est la partie la plus dure du processus. Quand on affecte un budget et un programme de mise en oeuvre de 4 ou 5 ans à une politique, celle-ci devient excessivement stricte et acquiert une vie propre. Pendant ce temps-là, si le discours et les avis changent, ce qui est fait sur place est tout à fait différent de ce qui est dit et de ce qui est pensé. Voilà la différence, et il faut donc en tenir compte au moment de se mettre au travail.

Je crois que ce Mme. Habesch a raconté explique parfaitement le problème parce que: De quoi parlons-nous en Palestine? Parlons-nous d'un problème d'éducation? S'agit-il d'une chose que nous pouvons résoudre en deux ou trois nouvelles subventions pour l'éducation? S'agit-il d'un manque de ressources? Remédier à ces lacunes ne serait pas une espèce d'anesthésie locale?

Il faut donc considérer le panorama en général et le conflit dans son ensemble. Comme Mme. Habesch l'a dit, s'il n'y avait pas de crise économique en Palestine, l'économie se prendrait en main elle-même. Il s'agit d'une économie très dynamique qui, en plus, compte sur un grand nombre d'émigrants disposés à donner un coup de main. Ils n'ont pas besoin de notre aide ni de charité. La différence est donc là, entre les politiques qui sont mises en œuvre sur place et ce que le panorama général dicte. Je crois que nous devrions tous intégrer cette vision plus large quand nous observons le Moyen-Orient.

Mais le fait que l'Europe ait une politique pour le Moyen-Orient n'est pas superflu car en réalité, c'est incontournable. Mais si un jour nous décidons d'ignorer la région, de nous détacher de la zone ou ce que vous voudrez, cette nouvelle politique affectera forcément la vie sur place tout comme une totale implication.

Pour expliquer cette interaction inévitable, il faut se remonter au début du XIX<sup>e</sup>. siècle quand il existait une institution dénommée *Conseil Sanitaire* dans la Méditerranée, mise en place suite à la prise de conscience de que si le choléra est déclaré à Marseille, il peut s'étendre à Barcelone puis en Turquie et partout par ailleurs. C'est ainsi que naissent les établissements quarantaires et, si l'on peut dire, la première coopération euro-méditerranéenne. C'est le préambule du Processus de Barcelone. Si une maladie apparaît dans une région, celle-ci va s'étendre et nous devons tous l'affronter parce qu'elle va se convertir en un problème commun. Dans les années 90, quand nous commençons à penser à la Méditerranée, le discours abonde dans ce sens, mais on considère que les maladies peuvent uniquement apparaître au sud et non pas au nord. Je crois qu'il est maintenant trop tard pour le dire, étant donné que la maladie a contaminé également le nord et s'est donc convertie en une affaire commune.

Les Etats-Unis commencent aussi à penser à la région après la première Guerre du Golfe, quand le président George Bush père lance l'idée d'un *nouvel ordre mondial* et qu'il se propose de résoudre aussi bien des questions de développement économique que des questions politiques. Et bien sûr, des thèmes comme les genres, l'éducation, les femmes, les droits humains, etc. font irruption dans la pensée mondiale avec les Objectifs de Développement du Millénaire, etc. Mais je ne vais pas entrer en détails.

Et puis Monsieur Lasquetty nous surprend en nous annonçant que le terrorisme a une influence sur toute cette affaire, et que nous ne pouvons pas éluder les problèmes à cause des conséquences que cela pourrait impliquer. Nous en arrivons maintenant au 11 septembre et à la guerre d'Irak, et à un nouveau genre de réflexions surgissant de ces événements.

Les Etats Unis fondent le *Middle East Partnership Initiative*, où sont abordées des questions comme l'éducation, la femme, les droits humains, la société civile, etc. Il s'agit toujours des mêmes sujets périodiques, mais traités de manières différentes. Puis apparaît le *Greater Middle East Initiative*, en 2003. Cette année-là, on crée en Europe la *Politique européenne de voisinage*. Il est intéressant de constater qu'au moment de la création de la Politique européenne de voisinage, on explique en quoi elle consiste. M. Javier Solana disait ainsi que le principal point de la Sécurité européenne réside dans le fait que l'Europe doit être entourée d'un anneau d'états bien gouvernés. C'est-à-dire que le mieux pour l'Europe c'est qu'elle soit entourée d'un anneau d'états bien gouvernés. L'accent n'est donc pas mis sur le développement économique, mais sur une question de gouvernance. Exercer une influence sur ces pays par une politique de voisinage

favorisant l'acquisition de certaines caractéristiques de bonne gouvernance que l'Europe a créé pour développer le patrimoine européen pour les états d'Europe de l'est, serait une façon de promouvoir la sécurité de l'Europe.

Pourquoi ce point est-il important ? Parce que derrière cette démarche se cachent des politiques qui permettent le financement au travers duquel bon nombre de ONGD font leur travail. L'argent part donc des gouvernements, de la Commission européenne, de l'USAID, etc., par le biais de certaines stratégies basées sur cette démarche.

L'année 2003 fut très propice pour traiter ouvertement toutes ces affaires. Auparavant, il est bien connu que tous les européens s'étaient laissés emporter par de nombreux complexes : ils devaient être culturellement sensibles, ne pas imposer leurs valeurs, ne pas être interventionnistes, être attentifs aux contextes, au fond historique et culturel, etc. Toute excuse était bonne pour ne rien faire. Mais en 2003, un rapport du Programme des Nations Unies pour le Développement, intégralement rédigé par des arabes, était publié sous le titre de *Rapport arabe sur le développement humain*. Comme il n'avait pas été écrit par des experts de l'ONU provenant d'autres pays mais élaboré par des arabes, il était politiquement correct de le citer, car ce n'était plus toi qui parlait sinon les propres arabes. Ce rapport était très négatif pour la région. Il affirmait que c'était l'une des plus sous-développées du monde, qu'elle avait beaucoup de déficits (de liberté, de développement, d'éducation, de genres, etc.) Il présentait des statistiques alarmantes comme par exemple, que le PIB de tout le Moyen-Orient (de tout le monde arabe, de la région connue en anglais sous le nom de MENA) était le même que celui de l'Espagne. Donc l'Espagne équivalait à toute la production de la zone, y compris le pétrole. Comme cette région dépend énormément du pétrole, les chiffres de croissance et de développement sont en relation linéaire avec le prix du pétrole. S'il se produit un *boom* du pétrole, les choses vont bien et vice-versa. Il n'y a donc pas d'économie réelle.

Comme Mme. Habesch l'a dit, le problème très sérieux est celui du taux élevé de jeunes dans la région, ce qui veut dire que si ces problèmes ne sont pas très vite résolus, ils risquent de s'accroître. En 2003, on a vu que si la région ne produit pas 5 millions de postes de travail en 2010, les choses pourraient s'aggraver encore plus. Il est nécessaire d'atteindre ce chiffre pour avancer sur le chemin d'un développement durable. Mais la conclusion la plus importante du *Rapport arabe sur le développement humain* est que le principal problème est un problème de gouvernance, une brèche de la liberté, que les affaires économiques ne peuvent pas être résolues sans améliorer les politiques.

Etant donné que ce rapport a été publié pendant la guerre d'Irak et peu de temps après le 11 septembre quand tout le monde croyait que cette région était très dangereuse, on est arrivé à la conclusion qu'elle ne pouvait être ignorée, à moins que l'on veuille que les problèmes nous sautent aux yeux comme il est arrivé. Une opinion venant des Etats-Unis attribuée aux *neocons*, qui obtint une large diffusion, même entre les personnes de la région, signalait que celle-ci était malade et qu'il fallait la soigner. On la comparait aux cas de l'Europe et du Japon après la Seconde Guerre mondiale qui avaient eu besoin de beaucoup d'aide. C'est à ce moment-là que surgit la question de gouvernance et que les changements de régime s'ajoutent à ces thèmes. Les programmes d'aide commencent donc à s'associer sur une approche plus large pour la promotion d'un changement radical dans la région.

La situation devient absurde si on dit : “nous allons accorder une bourse à une jeune fille de Gaza pour qu’elle étudie à Bethléem”, par association et parce que les fonds proviennent de certains programmes, car on peut être en train de promouvoir un changement de régime. Il existe déjà une connexion entre les politiques, entre l’argument stratégique des aides et ce qui est fait sur place, mais aussi entre les fonds et les actions réalisées et la façon dont ils sont distribués. Par exemple, bon nombre d’organisations refusent les fonds du *Middle East Partnership Initiative*, du *Greater Middle East Initiative*, ou de l’USAID, à cause de cette association. Non pas parce qu’elles ne veulent pas l’argent, mais parce qu’elles se préoccupent des implications politiques si elles l’acceptent. Donc, accorder une subvention à quelqu’un comme à l’étudiante dont parlait Mme. Habesh pour aller étudier de Gaza à Bethléem, n’est pas aussi innocent que cela. C’est un fait très, très grave si on le considère comme faisant partie d’une révision régionale. Sur place, on a l’impression qu’il s’agit simplement d’une aide à une personne, mais d’un point de vue plus élevé, il est perçu comme un fait explosif et très grave. Nous devrions peut-être nous poser la question de savoir quelles idées se cachent derrière les stratégies actives dans des endroits comme l’Europe, les Etats-Unis ou la communauté des donateurs.

En revenant sur notre façon de penser de l’année 2003, la région avait besoin d’un changement complet de régime, d’une révision intégrale. Il fallait donc tout effacer et repartir de zéro. Mais après, notre façon de penser changea et il se produisit un boom pétrolier. Le prix du pétrole monta à 150 dollars le baril. Les pays producteurs de pétrole, en particulier l’Arabie Saoudite, et tous les pays du Golfe étaient inquiets pour leur avenir. Ils avaient tous vu ce qui c’était passé avec Saddam et ils s’imaginaient qu’eux-mêmes pouvaient tomber de la même manière. Tous les régimes de la région craignaient la même chose. C’est alors qu’ils commencèrent alors à soigner leur image, à faire en sorte que les choses paraissent mieux faites. Mais pas à améliorer les choses, sinon à donner une bonne impression. Et à vrai dire, ils y réussirent car ils répandirent l’idée que le boom du pétrole vers le milieu des années 2004, 2005 et 2006 avait été géré d’une façon plus intelligente que le boom précédent de 1970 quand les princes se consacrèrent à acheter des terrains à Los Angeles ou des Maserati, etc. A cette occasion, les dépenses se réalisèrent en Algérie, au Soudan, au Maroc, en Egypte, etc. Ils investirent une partie de l’argent dans la région, ce qui engendra l’espoir que la brèche pouvait se fermer et que les choses pourraient aller mieux. La perception de ces régimes commença donc à changer et l’idée qu’ils pouvaient être moins dangereux et qu’on devait leur donner une seconde chance prit forme. Les régimes profitèrent de l’existence d’une alternative qui pouvait être pire. Par exemple, ils exploitèrent la peur que Gamal Mubarak ne succède pas à son père en Egypte et que les Frères musulmans prennent le pouvoir. Ce qui voulait dire que toute la région, depuis Marrakech jusqu’à Bengladesh serait sous la domination des talibans. C’est le jeu qu’ils jouèrent. Et nous commençâmes tous à oublier l’idée de la bonne gouvernance et à penser plus en termes de mesures économiques, en anesthésies locales et en solutions à des problèmes spécifiques. La politique a pris maintenant une tournure plus réaliste depuis 2003, en grande partie à cause de la dégradation de la situation en Irak.

L’*Union pour la Méditerranée* du président Sarkozy est l’une de ces manifestations qui se démarque totalement du Processus de Barcelone ou de la Politique de voisinage. L’*Union pour la Méditerranée* part d’un principe clair: “oublions la politique, oublions les idéaux et faisons des affaires, construisons des routes, etc.”. Il y a une image très révélatrice du président Sarkozy à Paris, au cours de l’ouverture de l’*Union pour la*

*Méditerranée*, entouré de Gadafi, Mubarak, Asad, Ben Ali, etc., d'une poignée de leaders, de "l'anneau des Etats (pas) bien gouvernés" qui entoure l'Europe. Cette photo montre que nous avons oublié les grands problèmes et que nous nous dirigeons maintenant vers un plus grand réalisme des stratégies européennes. Et il se passe la même chose aux Etats-Unis, les budgets de gouvernance et en matière de démocratisation se sont réduits. En Europe, on pense également en termes de décélération et les budgets en matière de démocratisation se sont aussi réduits. Des articles sont publiés en faveur du non-interventionnisme, des spécificités de chaque culture, et de toutes sortes d'excuses: "Nous, c'est-à-dire, les européens ne pouvons pas imposer nos valeurs, devons être culturellement sensibles..." Je me pose donc la question : d'accord, supposons que nous acceptons cette approche et que Saddam est encore par là. Serions-nous en train de discuter avec lui une éventuelle démocratisation progressive de l'Irak et de travailler sur un programme de promotion de la société civile, tout en tenant compte de la spécificité historique et future de leurs enfants, et de comment va-t-il gouverner l'Irak, etc. ?

Tout ce qui précède nous amène à la question que j'aimerais poser avant de terminer mon intervention. Peut-on réellement séparer ces affaires ? C'est-à-dire que si nous nous heurtons à des déficits divers, comme le manque de liberté, la basse qualité de l'éducation, l'inégalité entre les sexes et le sous-développement économique, pouvons-nous faire face à l'une d'entre elles et oublier les autres ? Et dans ce cas-là, quel serait résultat à long terme dans la région ?

Si je pose cette question c'est à cause de l'apparition dans cette zone de ce que le professeur Steven Heydemann décrit comme "l'autoritarisme amélioré", selon lequel les régimes de la région montrent, tout au moins en apparence, l'incorporation de certaines caractéristiques positives : ils privatisent, ils libéralisent l'économie... Mais logiquement, cette privatisation profite aux cousins, aux conjoints du frère ou de la sœur, etc. Les compagnies des postes et télécommunications de la région en sont un bon exemple. Au premier abord, elles semblent contribuer au développement de la société civile, mais en regardant de plus près, on découvre que la société civile est représentée par la femme du dictateur du moment ou par la famille royale de l'endroit. D'une certaine manière, on perçoit une amélioration, mais en réalité la situation va de pire en pire. Ils intervertissent les termes, ils utilisent les arguments européens pour se raffermir tandis qu'ils permettent que les choses se dégradent. On perçoit en même temps un nouveau réalisme émergent dans les cercles politiques qui nous oblige à être culturellement respectueux, à être prudents, à observer ce qui s'est passé en Irak, ce qui est en train de passer en Palestine. Finalement, la démocratie n'est peut-être pas une idée aussi bonne ... la bonne gouvernance est peut-être adéquate pour l'avenir, mais pour l'instant il convient de maintenir le *statu quo* dans ces pays... Nous sommes de plus en plus réalistes, l'argent est dépensé en accord avec des politiques plus réalistes, mais : sommes-nous en train de résoudre le problème ou de l'envenimer ? Car si le problème est de mauvaise gouvernance, nous sommes en train de le consolider et, par conséquent, nous détériorons la situation. La grande question qui se pose maintenant après le boom du pétrole est la suivante : jusqu'à quel point avons-nous fermé cette faille ? Je pense que très peu. Elle a disparu trop rapidement. Les problèmes sont toujours là, mais notre façon de penser a changé. Sur place, les programmes sont réalisés comme si on était encore dans les années d'essor du pétrole, comme si la région se développait à un rythme durable, indépendamment des questions de gouvernance. Je

termine donc ici par une question ouverte : sommes-nous en train d'aggraver les choses ?

Merci beaucoup.